

Contribution pour le Séminaire préparatoire
au Sommet Mondial pour le Développement Social
(Copenhague, mars 1995)

LE DÉVELOPPEMENT PEUT-IL ÊTRE SOCIAL ?

*Pauvreté, chômage, exclusion
dans les pays du Sud.*

Royaumont, 9-11 janvier 1995

**"LA CULTURE DE LA MARGE, NOUVELLE FORME
D'INTÉGRATION SOCIALE :
RÉFLEXIONS A PARTIR DU CAS NORD-MEXICAIN"**

Jean/RIVELLOIS

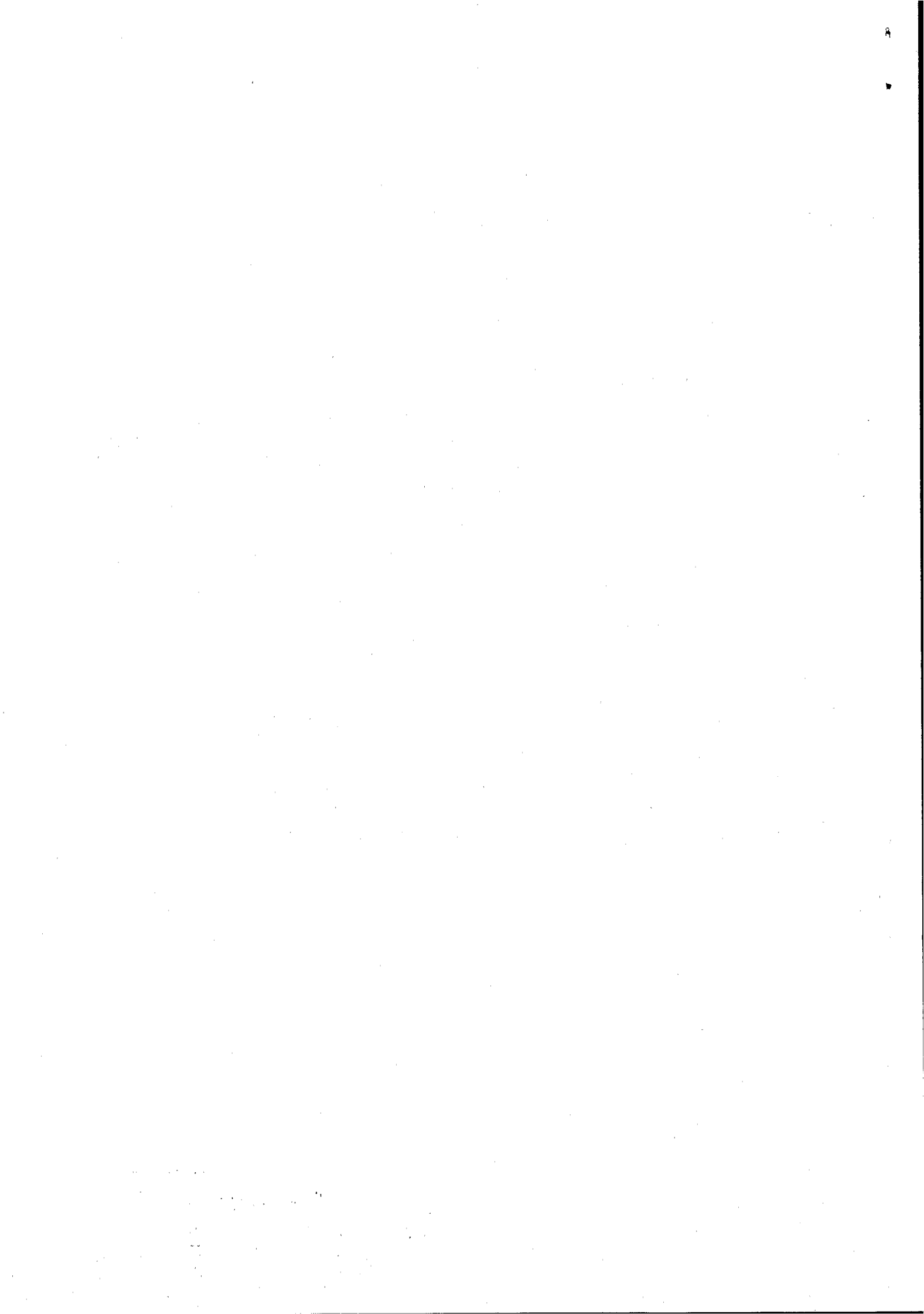
ORSTOM

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Fonds Documentaire IRD



010024448





INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT EN COOPERATION

Jean RIVELLOIS

chargé de recherche du département SUD
(Sociétés, Urbanisation, Développement)

SOMMET MONDIAL POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL
(Copenhague - mars 1995)

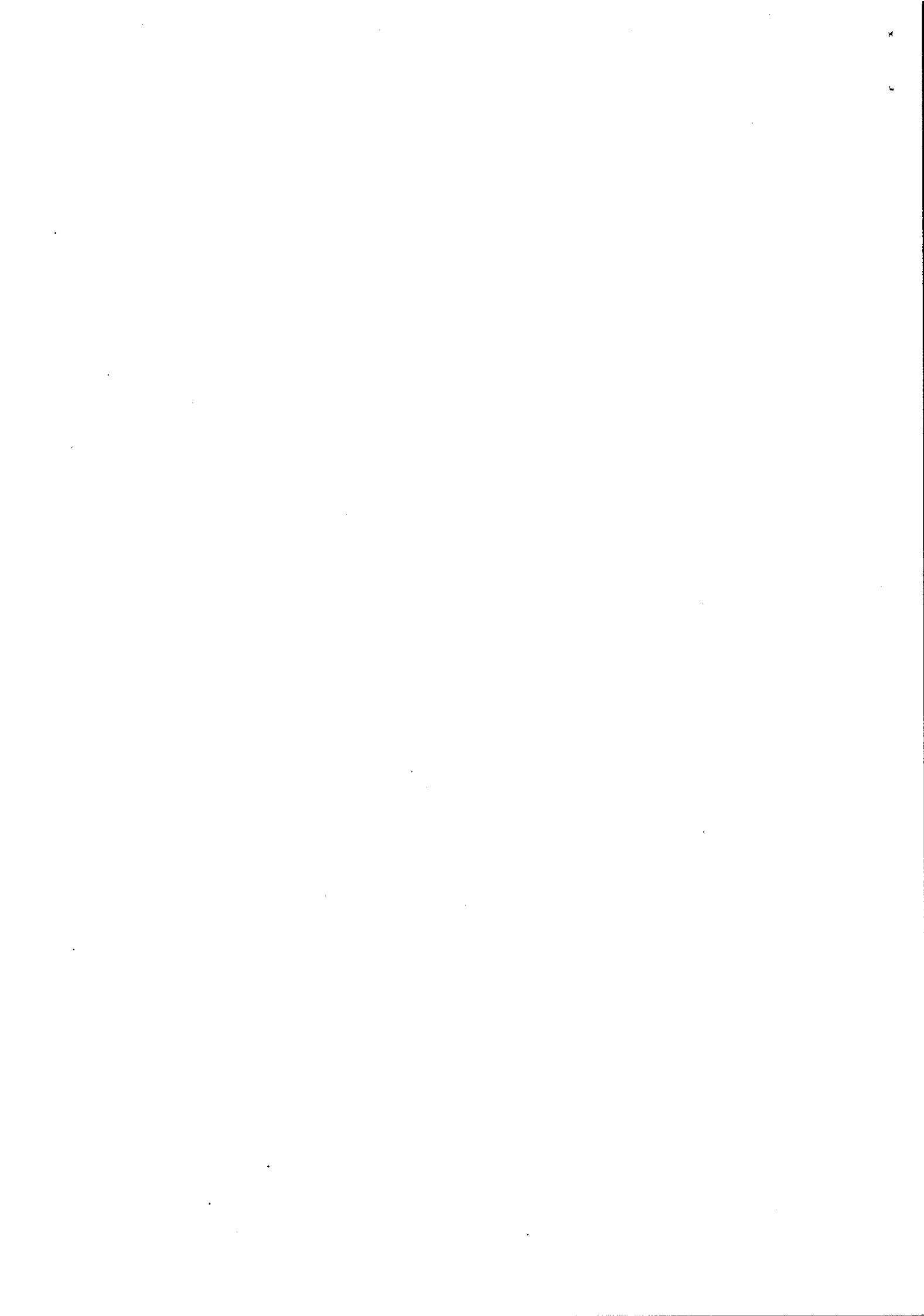
LA CULTURE DE LA MARGE :
NOUVELLE FORME D'INTEGRATION SOCIALE ?
réflexions à partir du cas nord-mexicain.

Fonds Documentaire IRD

Cote: B*24448 Ex: unique

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
1. Les stratégies de survie comme fondement d'une société parallèle	4
2. L'Etat libéral comme facteur de développe- ment des marges	9
3. L'émergence d'une nouvelle culture transna- tionale	14
CONCLUSION	23
BIBLIOGRAPHIE	26



INTRODUCTION

Depuis que l'on a — peut-être un peu rapidement — annoncé le "temps final des idéologies", de nouvelles cultures ont-elles été inventées pour combler le besoin d'identification sociale ? Face à la crise qui est une réalité perçue quotidiennement, la plupart des énergies sociales sont captées à longueur de temps par la recherche au jour le jour des moyens de subsistance. L'idéologie importe peu dans le cours de ces recherches ; par contre la culture constitue une motivation importante à la poursuite de la vie : elle contribue à façonner une vision du monde et des aspirations^(a), à sélectionner des centres d'intérêts, à fonder les modes de vie et de penser, à désigner les relations sociales, à diriger les mouvements dans le choix du quartier où on habite, dans la manière dont on aménage sa maison, dont on marque le sol. La culture, l'imbrication des cultures urbaine et rurale, régionale et nationale, est un *déjà là* qui demeure ; c'est aussi un long processus soumis aux mutations du monde et à la circulation des hommes.

C'est en nous fondant sur le présupposé wébérien que les systèmes de normes collectives — telles les règles de droit ou les impératifs éthiques attachés à une confession religieuse — jouent un rôle essentiel dans la formation et la perpétuation de structures objectives comme l'Etat ou le système économique, que nous tenterons de décrire certains des changements culturels

(a) selon la tradition philosophique post-nietzschéenne et la sociologie wébérienne, les notions de culture et de valeur sont indissociables ; en ce sens, la culture apparaît comme ce fragment de la réalité auquel nous prêtons signification et importance au regard d'un intérêt guidé par des valeurs (cf. COLLIOT-THELENE, *Le désenchantement de l'Etat*, p.127) ; HEIDEGGER, en reconnaissant en l'homme "l'étant qui donne la mesure à tout étant et arrête toutes les normes" (in *Chemins qui ne mènent nulle part*, p.123), fera dépendre de lui le sens du monde et celui de l'action.

contemporains au phénomène du trafic de drogue. En effet, ce dernier suppose une organisation qui "manœuvre" des structures traditionnelles de pouvoir et de socialisation – telles que la corruption, le clientélisme et l'usage de la violence –, faisant elles-mêmes partie d'une **culture politique** où coexistent des formes anciennes et modernes d'exercice du pouvoir. C'est ainsi que, par leur ancrage dans l'illégalité, **les entrepreneurs de la drogue** remettent en question l'aspiration moderne à davantage de démocratie, notamment parce qu'ils usent d'une violence extrême pour maintenir leurs activités, mais également parce qu'ils disposent d'une légitimité et d'une base sociale. Ils favorisent également l'émergence d'une société parallèle où circulent des valeurs et des codes spécifiques, mais qui se développe au sein d'une société globale elle-même confrontée à des changements culturels profonds. C'est ce double processus simultané de transformation des modes culturels d'intégration sociale, qu'il s'agira ici de caractériser d'une manière empirique, c'est-à-dire en considérant les normes sociales, non sous leur aspect normatif, mais en tant que motivations concrètes des comportements individuels ou sociaux.

1. Les stratégies de survie comme fondement d'une société parallèle

Dans la région frontalière au nord du Mexique, la **croissance économique** locale qui est impulsée principalement par la présence de l'industrie *maquiladora*^(a) ne semble pas déboucher sur un **développement social** différent de celui qui caractérise les autres Etats de la République mexicaine ; simplement, ici, les richesses sont plus apparentes qu'ailleurs – ce qui rend la pauvreté plus évidente (surtout dans les périphéries populai-

(a) il s'agit d'entreprises étrangères d'exportation situées en territoire mexicain pour bénéficier du faible coût de la main-d'œuvre locale et qui ont provoqué d'importantes migrations inter-régionales de populations à la recherche d'un emploi ; la main d'œuvre utilisée est principalement féminine, peu qualifiée et soumise à une forte rotation de l'emploi ; ces entreprises, très nombreuses et très florissantes près de la frontière nord du Mexique, sont des usines d'assemblage installées en zone franche sur le territoire mexicain et qui sont tenues d'exporter la presque totalité de leur production.

res des grandes villes) - et les conditions de travail en usine, pour les ouvriers, sont toujours aussi éprouvantes ; néanmoins, cette région demeure encore un endroit où tout semble possible et où il paraît facile de réaliser de "bonnes affaires", tout en profitant d'un mode de vie ou de rémunérations plus proches du standard américain idéalisé ; c'est ce qui explique que cette région frontalière attire autant de migrants à la recherche d'un emploi^(a), et que le patronat y apparaît plus dynamique que dans le reste du pays.

Malgré tout, pour la majorité des migrants, la réalité rattrape vite le rêve et ils se rendent rapidement compte que, s'il existe de grandes richesses produites ou accumulées localement, celles-ci ne bénéficient pas à tout le monde. Nombre d'entre eux se satisfont cependant des possibilités offertes par le marché de l'emploi et font leur deuil de l'Eldorado espéré. D'autres, surtout parmi les jeunes générations, se sentent prêts à forcer par tous les moyens les portes de l'Eldorado et cherchent des activités lucratives à la marge du système. Le désenchantement vis-à-vis des structures socio-professionnelles traditionnelles (« à quoi bon travailler pour sacrifier notre vie, comme l'ont fait nos parents dont la durée et les conditions de leur travail ne leur permettent pas d'assurer un bien-être décent à eux-mêmes et à leur famille ? ») se mêle à un sentiment de révolte qui conduit à la marginalisation nombre de migrants de la deuxième génération ; refusant d'adhérer au mimétisme issu du modèle socio-culturel dominant^(b), se sentant incapables d'accéder à un statut social supérieur à cause d'un manque de formation et d'une absence de possibilités de promotion professionnelle, ils adoptent donc des comportements et des conduites à travers lesquels ils manifestent leur désir de gagner le plus possible dans le moins de temps possible, ou alors ne

(a) le programme "maquiladoras", élaboré conjointement par les autorités nord-américaines et mexicaines au début des années 1960, avait également comme objectif de freiner les migrations mexicaines vers les Etats-Unis.

(b) ce modèle qui avait justifié la migration de leurs parents, définit le travail comme valeur et pratique d'intégration sociale, mais aussi comme le fondement d'un système productif devant contribuer à l'entretien de la famille (la structure de socialisation de base) et donc au développement de l'ensemble de la société.

rien faire. Toute une partie de cette deuxième génération se retrouve donc potentiellement exclue, prête à "verser" dans des pratiques de transgression plus ou moins violentes qui conduiront ces jeunes à survivre par des trafics de toutes sortes, jusqu'à tomber dans une délinquance dont il est si difficile de sortir. C'est cette frange exclue de la population qui composera la clientèle de base d'une catégorie de nouveaux entrepreneurs : les trafiquants de drogue ; l'organisation sociale qui constitue le fondement des activités illégales de ces trafiquants apparaît non seulement comme un ciment d'intégration sociale, mais également comme devant favoriser une promotion individuelle rapide et "virile" à chacun de ses membres.

Les pratiques illicites qui fondent l'économie souterraine des sociétés parallèles - d'où se développe le processus de captation / accaparement / redistribution sélective des richesses - favorisent en fait la reproduction de systèmes politiques faussement démocratiques (car l'abus d'autorité, l'influence ou l'ingérence sont à la base des dérogations constantes à la Loi, dans le but de perpétuer le commerce illégal), et contribuent à l'accentuation du sous-développement. Elles peuvent néanmoins prospérer parce que le modèle traditionnel d'intégration est parvenu à une limite au delà de laquelle les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres sont accrues plutôt que réduites, ce qui aboutit à la constitution d'une **société duale** où tout espoir de promotion sociale est vain en dehors du cercle des familles établies^(a).

Cependant, il s'avère nécessaire d'établir une distinction entre les systèmes fondés sur **une relation corruptrice d'interdépendance** - où la redistribution des richesses s'opère entre, d'une part les marges internes du système et, d'autre part, le centre qui contrôle ces marges - et ceux à travers

(a) il s'agit des familles qui contrôlent, souvent de longue date, les institutions politiques et les instruments de l'économie, et dont les richesses (produites à partir d'alliances matrimoniales et de l'entretien de réseaux clientélistes) servent principalement à alimenter un capitalisme monopolistique ou de rente (ce dernier, qui ne favorise pas la réinjection des bénéfices dans la modernisation de l'outil de production, est actuellement en phase de restructuration, souvent au profit des propriétaires des groupes monopolistiques jugés les plus compétitifs et les plus proches des détenteurs du pouvoir politique en place).

lesquels s'est insinuée **une relation corruptrice d'intégration dépendante** – lorsque les agents de l'économie souterraine illégale, issus des marges externes, acquièrent une position influente ou dominante au centre du système, et utilisent les énormes capitaux dont ils disposent pour rendre leurs partenaires officiels financièrement "dépendants".

Il faut néanmoins reconnaître que, même si elles ne débouchent pas dans tous les cas sur la constitution de systèmes mafieux (caractérisés par la collusion entre trois types d'acteurs : les hommes politiques ou les caciques locaux, les entrepreneurs formels et les représentants du secteur illégal), les pratiques clientélistes – tant dans l'exercice du pouvoir que dans les formes de socialisation – concernent autant les sociétés du sud que celles du nord et remettent en question les fondements des systèmes démocratiques. Elle sont liées à l'exclusion (autant spatiale que sociale, autant nationale qu'internationale^(a)) qui frappe de plus en plus les groupes sociaux confrontés au sous-emploi ou au manque de travail. L'actualisation des anciennes pratiques clientélistes constitue ainsi un moyen d'amortir les effets de la crise en favorisant une redistribution des richesses qui fait fi de l'opposition entre le légal et l'illégal ; c'est l'ampleur de ce phénomène qui est à l'origine de cette **économie souterraine** de plus en plus développée au fur et à mesure que les moyens légaux de subsistance se raréfient.

De plus, la désocialisation consécutive aux restructurations économiques est contemporaine de la mise en échec des formes culturelles d'intégration sociale. En effet, le double processus, d'une part de **mondialisation économique** (lié à l'idéologie du marché et de la consommation), et d'autre part d'**uniformisation culturelle** (notamment à travers la télévision qui est maintenant répandue dans presque tous les foyers), a provoqué une explosion et une décomposition des cultures

(a) les pays "sous-développés" apparaissant exclus des richesses acquises à leur dépens par les pays du nord qui se nourrissent de la rente du sous-développement ; c'est ainsi que des pays du sud peuvent être considérés comme exclus au même titre que sont exclus certains groupes sociaux (les jeunes des banlieues ou les petits paysans) des pays du nord ; dans cette optique, il apparaît bien que le sous-développement a une fonction "positive" puisqu'il permet d'entretenir – il est même la condition – du bien-être des populations intégrées des pays du nord.

traditionnelles. C'est pourquoi les tentatives de "médiation culturelle" deviennent inopérantes face au rejet de tout compromis et à l'accroissement des atomisations collectives qui ont engendré l'intégrisme (le retour vers la pureté originelle), l'intolérance (comme moyen de défense de cette pureté) et l'isolationnisme (« nous sommes trop purs pour nous mélanger aux autres »). Dans ces conditions, il apparaît évident que la conservation des valeurs traditionnelles est liée à l'entretien :

(1) du nationalisme pour garder le peuple uni face au concert des nations prétendument hostiles et impures ;

(2) de la violence comme moyen dont les représentants de l'Etat disposent (à travers l'usage de l'arbitraire et l'abus de pouvoir) pour préserver la pureté originelle ainsi que la reproduction du pouvoir de ses gardiens installés à la tête des Etats ;

(3) de la pauvreté afin d'éviter que les populations ne soient "contaminées" par une consommation matérielle susceptible de les soustraire à leurs devoirs spirituels, et de permettre ainsi qu'elles soient maintenues dans un état de dépendance vis-à-vis de leurs gouvernants qui leur accordent généreusement le minimum vital ;

(4) de l'ignorance reposant sur la parole toute faite et les arguments d'autorité de maîtres censeurs (idéologues ou religieux) s'opposant à toute forme d'éducation laïque qui pourrait favoriser l'éclosion de l'esprit critique.

Si l'on ajoute à l'absence de médiations culturelles le fait du **retrait progressif de l'Etat de ses missions de services publics sociaux** (comme l'éducation, la santé et le logement) ^(a), on comprend que se retrouve justifiée l'éclosion de deux types de nouvelles clientèles : d'une part, **les clientèles du "messianisme"** qui regroupent les sectes, les nouvelles religions et les associations exclusives de toutes sortes unies dans leur révolte contre l'ordre impur établi ; et d'autre part,

(a) la privatisation de nombreux services publics aboutit inévitablement à une exclusion croissante fondée sur le niveau des ressources économiques ; c'est ainsi qu'est remis en question le **modèle républicain d'intégration à la française**, en ce que se trouve légitimée la constitution de communautés séparées (sur les plans géographique, culturel et socio-économique) sur le sol national.

les clientèles du "libéralisme de la marge" - la mondialisation des trafics étant elle-même favorisée par l'ouverture des frontières et le libre échange - valorisant l'appât du gain rapide et qui, parce qu'elles reposent sur les structures traditionnelles de domination que sont le caciquisme et le clientélisme, sont une porte ouverte à l'émergence des mafias, au développement des marges et donc à la recrudescence des actes de violence et de corruption.

A l'intérieur de ce cadre social transformé, les nouvelles intégrations s'opèreront sur la base du territoire le plus local-régional connecté à l'espace mondial (par la télévision ou par les obligations inhérentes aux trafics et aux "affaires") ; elles s'organiseront à partir des structures de socialisation que sont les regroupements ethniques ou les clans familiaux qui développeront des alliances tournantes et ponctuelles pour répondre à des intérêts stratégiques immédiats. L'émergence de ces structures multipolaires et polycentriques à la marge des Etats remet donc en question les formes d'intégration qu'opéraient les Etats-nations traditionnels.

2. L'Etat libéral comme facteur de développement des marges

Les nouveaux acteurs politiques et économiques qui sont à l'origine du développement des marges ont également contribué à l'instauration d'une nouvelle culture régissant non seulement une société parallèle, mais également certaines franges considérées comme "normales" de la société officielle ; cette nouvelle culture est fondée sur des signes spécifiques de reconnaissance et des modes de socialisation originaux, ouverte sur des possibilités de promotion individuelle. De nouvelles identités sont apparues ; de nouvelles distinctions se sont imposées ; de nouveaux rapports de production ont servi à mettre en œuvre de nouveaux modes informels de distribution ou de répartition des richesses. Le lien social global s'est distendu mettant en péril l'unité des nations ainsi que la légitimité des régimes politiques et des Etats. Les deux mondes devaient finalement se croiser.

Au Mexique comme dans la majorité des pays du sud, les retards accumulés en matière de politique sociale sont tels que les stratégies de survie se multiplient et concernent une part de plus en plus importante de ce que l'on pourrait appeler **une société parallèle**, organisée autour de certaines activités illicites et criminelles comme le trafic de drogue. De la contagion exercée par cette société parallèle dépendra le devenir de l'actuel processus de démocratisation libérale qui se trouve remis en cause à l'intérieur du système par la survivance des pratiques clientélistes liées à la corruption et à l'usage de la violence, mais également à sa marge où sont récupérées ces pratiques traditionnelles dans le but de "miner" le système lui-même.

Au niveau géopolitique, une interprétation hâtive pourrait conduire à penser que le trafic de drogue représente une inversion des rapports géopolitiques traditionnels puisque, à travers le produit et son commerce, **le nord devient dépendant du sud**, ne parvenant jamais à contrôler ni la production, ni la circulation, ni la transformation, ni la commercialisation de cette culture frappée d'interdit et qui semble se régénérer au fur et à mesure des "prises" policières ; **au sud, les bénéfiques ; au nord, les coûts sociaux** qui imposent la définition d'un cadre juridique et moral, ainsi que la mise en œuvre de politiques de la santé et de stratégies policières. Cependant, en y regardant de plus près, on s'aperçoit que les effets de ce commerce dévoilent une toute autre réalité : d'une part, les bénéfiques réalisés par les trafiquants du sud sont blanchis et réinvestis au sein de l'appareil financier et productif des pays du nord ; d'autre part, les pays du sud sont eux-mêmes impliqués, à travers une part de plus en plus importantes de leurs jeunes générations, dans la consommation des drogues qu'ils produisent ; en sus, **de par ses multiples causes et effets, la drogue pose un problème de société : elle cristallise les exclusions sociales, elle engendre une économie marginale et elle accroît la vulnérabilité (ou l'impuissance) du pouvoir politique.**

Conforté par le recul des adhésions que suscitaient naguère les idéologies (le marxisme, la démocratie liée à l'Etat-

providence) porteuses de la croyance en l'Etat, on assiste à un repli vers des **valeurs culturelles spatialement éclatées** (les cultures liées au quartier, aux territoires des bandes, aux réseaux locaux des trafics, à l'économie souterraine fondée sur la déviance et les bricolages locaux), mais **symboliquement délocalisées** (l'homogénéisation des biens de consommation, la mondialisation de l'information, la transcendance des paradis artificiels, la mythologie des villes spectacles).

Parallèlement, les instruments globaux d'intervention urbaine fondés sur le fonctionnalisme et mis en œuvre dans le cadre des politiques nationales de l'Etat (aménagement du territoire, industrialisation, planification de la croissance urbaine, décentralisation) sont parvenus à une limite au delà de laquelle l'Etat s'avère impuissant à agir. Aujourd'hui, la ville continue à attirer les hommes, mais elle les refoule en son sein plus qu'elle ne les intègre ; elle dévore sans digérer. Telle est la raison pour laquelle les pouvoirs publics privilégient maintenant les politiques sectorielles gestionnaires (de la crise), les interventions ponctuelles et fragmentées sur le local, les mesures *a posteriori* d'urgence appliquées aux zones "critiques" (c'est-à-dire aux quartiers en situation d'implosion). La cause de toutes ces "cassures" urbaines et sociales est connue - reconnue par tous les acteurs - : **le chômage** puisque la déstructuration / restructuration de l'appareil productif ne permet plus d'assurer un emploi qui est le garant de l'intégration urbaine et sociale. Toutes ces mesures "au coup par coup" sont en fait révélatrices de l'impuissance de l'Etat libéral à intervenir au niveau global urbain, comme au niveau global économique. Le *laisser-faire* et la déréglementation paraissent les seuls recours dont dispose l'Etat pour redynamiser le secteur économique ; quant aux secteurs social et urbain, ils sont de plus en plus confiés aux "solidarités locales" dépourvues de moyens d'action durables ; en ce sens, on peut constater que l'Etat libéral occidental - sur la base d'un héritage acquis en période de croissance et qui lui permet d'amortir certains effets de la crise économique - est en train de reproduire les méthodes promues par les organismes internationaux au cours des années 70

et 80 (développement du niveau local, et ensuite programmes d'ajustement structurel) pour réorienter les Etats et les économies des pays en développement ; malheureusement, ces méthodes se sont avérées inefficaces pour relancer les économies, favoriser une meilleure redistribution des richesses nationales et donc réduire les inégalités sociales qui sont la source de toutes les exclusions.

En fait, tout le débat actuel porte sur la capacité de l'**Etat de droit** à se substituer à l'**Etat providence** ; Emmanuel KANT avait déjà défini en son temps^(a) les attributions de l'Etat de droit, le définissant comme devant être garant de la Loi, c'est-à-dire des libertés individuelles et du droit de propriété – par opposition à la défense du statut héréditaire des ordres ; c'est sur ces fondements que fut promu l'**Etat libéral**, caractérisé par une division des fonctions entre l'Etat et la Société : à l'Etat la charge de la définition et du respect de la Loi (les institutions, les appareils législatif, judiciaire, et répressif), tandis qu'à la Société revenait les affaires économiques et sociales. Au tournant du XX^e siècle, le formalisme de l'Etat de droit a été considéré, autant par les réformateurs que par les monarchistes éclairés et les révolutionnaires socialistes, comme inadéquat pour répondre aux problèmes économiques et sociaux (crises économiques, paupérisation, antagonismes des classes sociales) nés du développement de la production marchande et des effets dérégulateurs du libre jeu des intérêts privés^(b) ; dès lors est apparue la nécessité d'instaurer l'Etat providence qui devait non seulement garantir le respect de la Loi, mais à qui on attribuait en plus des objectifs sociaux de "bienveillance". Ainsi fut inaugurée la **politique sociale** de l'Etat post-libéral, qui consistait à rendre possible une action correctrice de l'Etat ou du Prince, par le haut,

(a) cf. KANT, *Théorie et Pratique*, Paris, Vrin, 1977, p.31 et 40.

(b) déjà, depuis HEGEL, tout un courant de la philosophie politique avait marqué les limites de l'universalisme abstrait des lumières qui fondait la théorie kantienne, en prévoyant que cet universalisme pouvait déboucher sur une intolérance destructive s'il était porté par un peuple auto-désigné comme **incarnation de l'humanité** ; à l'inverse, HEGEL voyait dans chaque peuple une **figure de l'humanité**, singularisée par ses mœurs et ses institutions ainsi que par la valeur historiquement universelle de ceux-ci.

c'est-à-dire par voie administrative ou bureaucratique ; une telle politique devait permettre, non seulement de légitimer l'Etat, mais également de sauvegarder les intérêts et l'ordre de la bourgeoisie industrielle.

Dans de nombreux pays du sud, une telle politique paternaliste de l'Etat (le protectionnisme) s'est développée au détriment du respect de la Loi(a), en favorisant un *patrimonia-lisme patriarcal* marqué par le despotisme et la régression à un **Etat d'autorité** comparable à celui qui existait antérieurement à la promulgation de l'Etat de droit. Les programmes de décentralisation, de privatisation et les mesures de retrait de l'Etat décidés à partir des années 1970-1980, n'ont fait qu'accentuer cette dérive qui s'est manifestée par l'éclosion de **nouveaux ordres** : les militaires, les syndicats, les associations, les entrepreneurs, les ONG, les églises, captant chacun de leur côté et par délégation, la rente de la redistribution étatique – souvent à leur profit clientéliste exclusif ; ces nouveaux ordres ont été favorisés, selon les circonstances, en fonction de l'intérêt qu'ils représentaient pour la reproduction des pouvoirs établis qui captaient et redistribuaient une partie non négligeable de la manne financière. Les caractéristiques des ordres contemporains recourent celles des anciens ordres : ils sont privés (ou fonctionnent selon la pratique de la privatisation de la *chose publique*), héréditaires, garantis par l'Etat et fondés sur une morale corporatiste.

Maintenant que le libéralisme, fondé sur l'idéologie du marché ouvert, favorise l'alliance entre l'Etat (qui n'est pas agonisant, mais bien opérationnel) et les grands groupes industriels), on assiste à une réhabilitation de l'Etat de droit pour tempérer les effets de crise du système de redistribution clientéliste traditionnel. Tel est l'**Etat démocratique libéral** contemporain qui met en œuvre des politiques sociales sélectives et incomplètes, tout en se posant comme le garant de la Loi afin de favoriser la canalisation des richesses vers le secteur

(a) ou plutôt par une pratique "normale", c'est-à-dire fondée sur la culture du clientélisme et du caciquisme, de "commercialisation" de la transgression et du contournement de la Loi.

productif. La Loi doit donc théoriquement marquer la fin des rapports clientélistes traditionnels qui liaient auparavant le secteur social et l'Etat ; mais, dans des pays où l'Etat de droit n'a jamais fondé la pratique réelle d'aucun système de gouvernement, le clientélisme se retrouve à travers les mécanismes de redistribution paternaliste qui découlent de l'alliance captive entre l'Etat et les entrepreneurs ; il reste également toujours en vigueur au niveau social où un retournement d'alliance a rapproché les anciens caciques locaux des nouveaux entrepreneurs de l'industrie souterraine illégale. Des deux côtés, le respect de la Loi semble donc compromis, ce qui pose la revendication démocratique libérale comme une nouvelle idéologie.

3. L'émergence d'une nouvelle culture transnationale

Une nouvelle idéologie dominante semble donc aujourd'hui s'être substituée aux anciennes pour combler un vide, sans pour autant parvenir à déboucher sur la satisfaction des demandes sociales : il s'agit de la croyance aux **mécanismes du marché (comme résultant de la globalisation de l'économie)**. L'idéologie du marché, en tant que concept opérationnel de régulation économique, sociale et urbaine a été à l'origine de la mise en œuvre de nouvelles politiques sociales (plus sélectives ainsi que le laissait prévoir le tarissement des ressources de l'Etat) et donc de nouvelles relations sociales. Si, d'un côté on a assisté à un désengagement de l'Etat vis-à-vis du secteur social, de l'autre s'est manifesté un désenchantement des acteurs sociaux vis-à-vis de ce même Etat ; ce double processus a favorisé l'émergence d'une nouvelle culture (source de pratiques spécifiques adaptées) qui pourrait être caractérisée par les tendances suivantes :

- * **la violence banalisée** comme nouvelle forme de promotion sociale qui se substitue aux valeurs liées au travail ; la violence sociale apparaît comme en contrepoint de la violence économique qui produit du chômage et de la désintégration par rapport au modèle productiviste traditionnel ; cette violence constitue un rejet simultané du modèle productiviste, mais également de

la forme (et de la norme) d'intégration qui lui était afférent : « on veut bien une place dans la société, mais pas la même que celle de nos parents » ; "la castagne", érigée en mode de vie par certains groupes exclus du système^(a), est l'expression d'une dérive : absence de perspectives sociales, démesure des centres urbains, perte des repères culturels (ou confusion des racines, pour les enfants d'immigrés), progression de la toxicomanie, influence de la télévision et du cinéma ; même si les causes du malaise sont connues, l'heure n'est pas encore venue de les interpréter comme la faillite d'un modèle de société ; il s'agit cependant d'une rupture du lien social, manifeste à travers les comportements de peur et de psychose collective face à la délinquance ; les anciennes solidarités de proximité ne fonctionnant plus, les actes d'agression peuvent alors se manifester publiquement et favoriser ainsi un climat d'implosion urbaine ou la demande de sécurité et de répression renforcées apparaissent comme les seules réponses à l'anonymat de la vie quotidienne, à l'atomisation sociale et à la multiplication des actes de délinquance ;

- * **le défi à l'autorité** et le développement de stratégies de conflit vis-à-vis des parents^(b) ou de la force publique ; et il n'est pas certain - comme le prétend une certaine gauche humaniste et moralisante - que la violence et la déviance sociales qui concernent une certaine jeunesse soient le signe d'une attente de réhabilitation psychologique et de réintégration dans la société "normale" ; au contraire, la revendication

(a) "la violence a toujours existé dans les milieux populaires. C'était un peu un passage obligé pour devenir un homme. Or, avec la crise et le chômage, le monde ouvrier n'existe plus. Les jeunes évoluent dans un univers désorganisé. Ils n'ont plus de repères, plus de conscience de classes, plus de limites. Ils n'ont ni adversaire, ni utopie, ni cause ; juste la rage, une haine sans objet. Leur violence est plus imprévisible, plus sauvage aussi, qu'auparavant. Nous sommes encore très loin des Etats-Unis mais on glisse vers un monde à l'américaine, une logique de "territoires". Telle cité contre telle autre, telle communauté contre telle autre..." François DUBET, cité par le Monde du 29 mai 1994.

(b) la rupture du lien familial traditionnel serait à l'origine d'un état de mal-être dans le monde que révèle une enquête de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM), menée en 1993 auprès de 15.000 collégiens et lycéens, et selon laquelle 48,8 % des élèves présenteraient des symptômes de mal-être psychologique, 21 % des signes dépressifs (dont 7 % gravement), 23 % indiqueraient avoir eu des idées de suicide (dont 9 % régulièrement et 6 % reconnaissant avoir fait des tentatives) ; cf. le Monde du 26 mai 1994.

de leur relégation est de plus en plus fréquemment affichée, comme un défi au modèle officiel d'intégration, par certains jeunes habitants de quartiers difficiles ;

- * **l'appropriation "séparée" de l'espace** liée à l'apparition d'"ethnies urbaines" (comme les bandes ou les gangs de rue aux Etats-Unis), ferments d'identité et de fraternité territoriales ; dans ce contexte, la bande, structurée ou non, devient une seconde famille^(a), un nouveau modèle exclusif d'intégration sociale^(b) ;
- * **la superposition d'un temps arrêté au local et d'un espace connecté au mondial**, ainsi que le permet la communication électronique dont les réseaux "démocratiques" (la télématique étant accessible à partir des micro-ordinateurs) symbolisent l'entrée dans la modernité^(c) ; cette technologie, complètement décentralisée^(d), rend possible la communication d'un bout à l'autre du monde quel que soient les réseaux traversés

(a) à ce sujet, les statistiques montrent qu'un grand nombre de mineurs impliqués dans des actes délictueux sont issus de familles unicellulaires (divorce, décès, célibat...) au sein desquelles le père est absent, ou, s'il est présent, il ne remplit pas son rôle de guide (par lassitude ou par manque de temps) ; c'est donc dans la rue, sous l'autorité des caïds locaux, que l'adolescent ira s'inventer de nouvelles structures familiales.

(b) ainsi, à Chicago, par exemple - reprenant à leur compte le modèle de protection sociale qu'assurent les mafias italiennes ou les narcos-trafiqants colombiens du cartel de Medellín auprès de leurs communautés respectives -, certaines bandes se sont substituées aux institutions légitimes qui assuraient auparavant un soutien social et matériel aux populations dans le besoin ; les habitants et les associations de certains quartiers ont alors forgé des liens avec des gangs locaux et organisé un réseau de relations personnelles susceptibles d'être mobilisées pour réaliser les objectifs les plus variés. Les gangs procurent ainsi une source supplémentaire d'argent et un encadrement social ; ils en sont venus à jouer le rôle de pourvoyeurs de ressources communautaires, même si, paradoxalement, ils ont acquis cette position de pouvoir en développant, à l'adresse des communautés qu'ils "protègent", une entreprise illégale, basée sur la production et la distribution d'une substance - le crack - aux forts effets de dépendance et de décomposition sociale ; en fait, la tactique consiste donc à décomposer en créant un besoin, pour ensuite recomposer sur la base d'un nouveau pouvoir local. cf. l'article "Jeunes à la dérive dans les villes américaines", le Monde Diplomatique, mai 1994.

(c) le réseau Internet, par exemple, connecte plus de 2 millions d'ordinateurs "serveurs" auxquels plus de 20 millions de personnes dans 200 pays peuvent se brancher, avec un simple micro-ordinateur et un modem ; la croissance de ce réseau implique 1 million de nouveaux utilisateurs par mois ; si 80 % des banques de données disponibles sur le marché de la télématique sont produites par le secteur public, les serveurs qui les distribuent sont en grande majorité privés (cf. Le Monde du 15 juin 1994).

(d) formés de "nœuds" (les serveurs) qui communiquent entre eux, mais n'ayant pas de centre, ces réseaux peuvent supporter des destructions partielles sans cesser de fonctionner.

et les types de machines connectés ; la médiation de l'écran pour communiquer directement, implique une mutation des formes de sociabilité - plus anonymes, donc considérées comme plus "libres" - récupérées par les intermédiaires du marché au détriment des formes traditionnelles d'organisation et de convivialité (services publics, réunions collectives, syndicats, associations...)

- * **la transformation des limites entre le privé et le public** qui débouche sur une remise en cause des valeurs bourgeoises traditionnelles ; l'appropriation privée de l'espace public, des fonctions publiques (génératrice de corruption) et des biens publics (par la privatisation des services publics, par exemple) indiquent, d'une part un déplacement des frontières entre le public et le privé, et d'autre part une réduction progressive des espaces intermédiaires - hiérarchisés selon leur mode d'appropriation locale - semi-privés ou semi-publics ; la délinquance procède de la même logique : elle signifie que ce qui se trouve sur le domaine public (les personnes et les biens privés) peut être l'objet d'une appropriation privée, en même temps que de "stratégies politiques" de redistribution privée des richesses nationales ;
- * **la distinction de proximité** qui résulte de l'abandon des valeurs universelles et peut conduire jusqu'au refus de l'autre et au racisme ; ou inversement,
- * **la valorisation du métissage** et l'apparition d'une culture "kitsch" fondée sur la solidarité inter-raciale ;
- * **le "désengagement scolaire"** qui se manifeste à travers une aggravation de l'absentéisme dans les classes technologiques et professionnelles (allant de pair avec la fréquence des redoublements) et qui signifie, d'une part une rupture de "contrat" de la part de ceux qui sont le plus en difficulté, et d'autre part une perte de motivation à réaliser des objectifs scolaires ressentis comme ne pouvant ouvrir que sur le chômage et par lesquels ils ne se sentent pas concernés^(a) ;

(a) "(...) l'adhésion que les enfants des familles populaires accordaient à l'institution scolaire (...) a cédé aujourd'hui la place à une relation distante : la résignation désenchantée, déguisée en nonchalance désinvolte, se marque dans l'indigence affectée de l'équipement scolaire, le dossier tenu par une ficelle ou un élastique que l'on trimbale nonchalamment sur l'épaule,

- * **la résurgence du sacré** telle qu'elle peut se manifester à travers l'éclosion des sectes (sectes protestantes, mouvements charismatiques) qui injectent de la croyance spirituelle comme antidote à l'échec scolaire, à la marginalisation par le savoir, à l'effacement des enjeux idéologiques et à la perte de confiance dans les "élites" politiques jugées corrompues ;
- * **la promotion par le sport** (sports mécaniques, sports de combat, basket, football...) comme instrument d'intégration sociale, canalisation de l'agressivité individuelle et défoulement collectif de type contestataire de l'ordre dominant ou/et valorisant l'adhésion à une communauté ethnique-territoriale (locale, régionale ou nationale) nantie de supériorité^(a) ;
- * **le mimétisme de la supposée culture nord-américaine** qui se manifeste autant par les tenues vestimentaires (casquette "californienne", inscriptions sur les polos, chaussures de sport...), les habitudes alimentaires (attirance pour les restaurants de type "fast food", également perçus comme nouveaux lieux de rencontre), la vogue de nouveaux sports et de nouvelles distractions (les jeux vidéo, le patin à roulette, le basket, l'attirance de la vitesse motorisée, les sports de

les crayons feutres jetables qui remplacent le stylo à plume de prix offert, à titre d'encouragement à l'investissement scolaire, à l'occasion d'un anniversaire...", Pierre BOURDIEU, *La misère du Monde*, Paris, Les Editions du Seuil, 1993.

(a) de tels phénomènes sont perceptibles en Afrique ou en Amérique Latine, et poussés à l'extrême dans un pays comme le Brésil ; ici, lors d'événements de caractère ludique ou festif (le carnaval, le foot, la compétition automobile), c'est à toute une mise en scène du peuple par lui-même qu'on assiste ; ces manifestations sont l'occasion de renouer le lien social-national pour soi et à la face du monde ; ces jours-là, la société se joue et se moque de l'Etat qui oublie, vole et opprime ses sujets quotidiennement ; ces jours-là, tout est permis et le peuple prend prétexte du spectacle pour se donner lui-même en spectacle, s'appuyant sur tout un jeu de rites, de couleurs et de déguisements qui frisent la dévotion, l'idolâtrie et le fanatisme ; la communion est véritablement collective, annulant temporairement la crise économique, les classes sociales, les races, les différences de statuts, de sexes, d'âge, et débouchant sur une offrande d'amour universelle et néanmoins exclusive car limitée au peuple concerné (mais exceptionnellement, le peuple se hausse au faite de l'univers et au comble de l'adoration de soi d'où il tire sa puissance, son énergie, sa raison d'être, sa solitude et le désarroi du lendemain : "je suis du peuple, j'aime mon peuple, mon peuple est beau et mon peuple est le monde, donc le monde est à moi, je suis beau, je m'aime et je suis le peuple") ; de tels élans peuvent déboucher sur de véritables tragédies collectives lorsque par exemple l'équipe nationale de football perd un match ou quand le héros du sport automobile est victime d'un accident mortel, et la commémoration de la défaite devient alors également le motif d'une liesse populaire qui ranime le lien national et pose le peuple en victime expiatoire du monde entier... jusqu'au lendemain, où les escadrons de la mort recommencent à assassiner les enfants des rues dans l'indifférence (quand ce n'est pas avec l'approbation passive) quasi-générale.

combat, le pillage collectif des supermarchés), le fétichisme de la technique (baladeurs qui isolent du monde, le téléphone portatif qui permet une liaison constante au monde, la vogue des métiers liés à la bureautique ou au marketing), la valorisation de nouveaux moyens de connaissance ou de divertissement (la télévision qui remplace la lecture, le téléphone qui se substitue à l'écriture, la publicité qui devient un art), l'usage du "franglais" comme nouvelle langue, la frénésie de consommation d'une génération fascinée par la publicité et les centres commerciaux : autant de changements qui expriment la perte de confiance dans les capacités d'intégration de la culture nationale, et la communauté d'intérêts avec une culture nord-américaine de la marge – ou inversement, l'attrance pour un modèle d'intégration idéalisé qui favoriserait la réussite sociale et professionnelle^(a) ;

- * **le réalisme social** des jeunes – confrontés quotidiennement au chômage, au sida, à la drogue – qui deviennent des adolescents avec des problèmes d'adultes ; le comportement de certains d'entre eux change : ils deviennent plus éveillés, plus sérieux, plus calculateurs, davantage tournés vers le réel et développant, "chacun pour soi et de son côté", des stratégies

(a) en fait, les référents culturels nationaux semblent incapables de susciter l'adhésion de certains groupes sociaux marginalisés ; par contre, ces derniers se reconnaissent à travers le modèle importé des Etats-Unis ou une culture de la marge a été créée avec ses valeurs, ses codes, ses hiérarchies, ses modes de socialisation (les bandes), ses combats ; sans intégration sociale, il ne semble donc pas possible de rétablir une intégration culturelle : telle serait la réponse locale des "exclus" à un système qui les rejette. De l'autre côté, de la part des groupes sociaux intégrés qui adhèrent à un modèle libéral nord-américain valorisant la réussite sociale à n'importe quel prix (que l'on retrouve dans les professions liées à l'architecture, à la médecine, au "marketing" ou aux métiers de la communication et du cinéma), il semble que le modèle national d'intégration paraît trop "étriqué" pour qu'ils y souscrivent ; dans ce cas, les moeurs se retrouveraient en avance sur les institutions puisque l'idéologie libérale nie les barrières que constituent les frontières nationales ; et derrière l'adhésion à ce modèle poindrait peut-être l'attente d'une culture transnationale homogénéisée : telle serait la réponse universelle des "intégrés" à un système qui les comprime. Ces deux formes d'adhésion à un modèle culturel importé attestent de la faillite (ou des insuffisances dans sa mise en pratique) d'un modèle public d'intégration unitaire "à la française" : "les exclus" revendiquent le respect des particularismes collectifs locaux (qui peut déboucher sur des divisions ethniques ou d'ordre religieux), tandis que "les intégrés" admettent une intégration à plusieurs vitesses en rapport avec les niveaux de revenus des personnes privées (la deuxième catégorie alimentant la première). Il paraît donc vain de vouloir, par exemple, légiférer contre l'anglicisation de la langue française alors que les causes de ces transformations culturelles sont d'ordre social ou idéologique et qu'elles nient toutes deux la référence à l'Etat-Nation...et, par voie de conséquence, l'existence d'un Peuple unique circonscrit à l'intérieur des limites d'un territoire national.

sociales et professionnelles ;

- * **la disqualification des "hiérarchies de référence"**, comme le statut social lié à la richesse acquise, l'école comme apprentissage des "bonnes manières", des "bonnes mœurs", "du respect dû à la science, au pouvoir ou à la sagesse des anciens", l'habillement comme critère de distinction sociale ou fonctionnelle ; les anciens critères de différenciation et de distanciation tendent ainsi à s'estomper – en même temps que les valeurs qui les fondaient – au profit d'une méfiance cynique généralisée, de prises de paroles "irrespectueusement directes" et de pratiques (atomisées ou collectives) de "débrouillardise" ;
- * **la banalisation de la "magouille"**, c'est-à-dire d'un nouveau clientélisme d'affaires reposant sur des "pratiques de corruption", et qui impliquerait autant des acteurs institutionnalisés (les partis politiques, les syndicats, certaines administrations comme la police ou la justice, les entrepreneurs) que les groupes sociaux marginalisés trouvant là une possibilité d'ascension sociale fondée sur le principe du « *chacun prend ses risques pour soi, et tant mieux pour lui si ça marche* » ; et, par voie de conséquence, la même logique que pour ce type d'activités formelles illégales étant à l'œuvre,
- * **la valorisation des activités souterraines illégales et l'attrait de l'argent facile** (par les "coups" ou les trafics en tous genres et notamment celui de la drogue) qui dénotent une fuite dans le présent et une absence de perspectives d'avenir ; le libéralisme triomphant et la spéculation déchaînée des années 80 ont servi de catalyseur à des pratiques devant déboucher sur un enrichissement rapide sans considération des moyens utilisés ; le libéralisme, la guerre des OPA et les affaires de corruption impunies – basées sur l'entente entre certains représentants politiques et les grands groupes d'entrepreneurs – ont donc servi d'exemple pour justifier des activités "de base" à la frontière extérieure de la légalité ;
- * **le discrédit accordé aux institutions publiques**, qu'ils s'agissent des services publics, des emplois publics ou des

espaces publics, considérés comme le reflet de l'exclusion ou de l'inertie bureaucratique ; face au manque d'impact local (hormis l'accroissement des forces de répression) des programmes liés à l'amélioration des conditions de vie et d'accès aux services, l'espace laissé vacant s'est trouvé nouvellement approprié, soit par le développement de stratégies de destruction des biens publics, soit par la privatisation - de type libéral - des services publics ;

- * **le rejet du système de démocratie représentative** qui consiste à considérer comme suspectes les décisions prises "d'en haut", qu'elles viennent de l'administration ou des élus ayant obtenu une délégation de pouvoir par le suffrage universel ; ce rejet est souvent lié aux promesses non tenues des élus et au double décalage entre le discours politique, sa manifestation sur le terrain et la réalité de la vie quotidienne des habitants^(a) ; la démocratie représentative se trouve également disqualifié par le discours politique qui est perçu de plus en plus comme un spectacle théâtral où tout est décidé et formalisé d'avance ;
- * **la reconnaissance de courants politiques atypiques et protestataires** - opposés au "consensus mou" dominant - comme par exemple ceux liés à l'écologie (souvent liée à des valeurs normatives de type hygiéniste) ou à certaines idéologies d'extrême droite (qui revendiquent le rétablissement d'un ordre moral, anti-corruption, fondé sur les valeurs civiques et nationalistes traditionnelles et un ancrage au local-régional) ou ceux suscités par des personnalités de caractère populiste et dont le discours démagogique colle aux attentes des catégories sociales les plus démunies^(b) ;

(a) en France, 63 % des 16-24 ans considèrent la politique comme une activité "peu" ou "pas honorable du tout" (39 % chez les adultes) ; cf. SOFRES, *L'Etat de l'Opinion 1994*, Paris, Editions du Seuil, 1994.

(b) ainsi, en France, aux législatives de 1993, le vote des 18-24 ans se distingue dans deux directions : le pourcentage accordé aux écologistes (12 % contre 8 % en moyenne), et celui qu'obtient le Front National (18 % contre 13 % en moyenne) ; les écologistes séduisent parce que leur programmes et leurs actions ont prise sur la réalité (environnement, nature, moyens de transport...) ; quant au Front National, il capitalise le malaise anti-politicien ; les phénomènes Tapie en France, Ross Perrot aux Etats-Unis ou Berlusconi en Italie consistent à valoriser des personnalités atypiques libérales à qui l'électorat demande de reproduire à l'échelle de la Nation les succès (apparents ou réels) qu'ils ont obtenus au sein de leurs entreprises

- * **l'adhésion à des formes politiques nouvelles d'engagement**, comme les associations de quartier ou d'entraide^(a) qui réinventent le politique à partir de combats locaux ou ciblés ; ces associations valorisent un discours de responsabilisation par la prise en charge directe des problèmes locaux à travers une démarche empirique d'ancrage au terrain ; elles se développent souvent à l'écart des partis traditionnels par souci d'échapper à la récupération des caciques politiques locaux ; elles constituent une espèce de bricolage de nouvelles formes d'organisation qui peuvent être porteuses d'exigences éthiques (transparence, dignité, objectivité, proximité, bonne volonté, capacité à reconnaître ses erreurs et le mérite de l'adversaire) et déboucher sur
- * **la revendication de citoyenneté**, c'est-à-dire un engagement aux différents niveaux de la vie sociale, civile et politique qui ne se manifeste pas exclusivement à l'occasion des élections ; il s'agirait donc d'un redéploiement de la démocratie qui, loin de préfigurer "la mort du politique", consisterait en l'invention de nouvelles formes - plus participatives, moins institutionnelles, anti-clientéliste et anti-paternaliste - de représentation locale.

Tous ces indicateurs révèlent l'éclatement des cultures traditionnelles et la transformation d'une société consensuelle "**bloquée**" en société "**duale**". De plus, la nouvelle culture qui émerge, en tant que culture de la marge, possède la caractéristique de la **transnationalité**. Toutes les populations marginalisées (et surtout une part importante des jeunes générations) des pays du sud et du nord, comme de l'est ou de l'ouest sont impliquées dans la transformation de leur paysage culturel par l'adoption de pratiques de rejet ou de déviance qui tendent à se généraliser.

respectives.

(a) ces associations concernent la prévention du sida, de la toxicomanie et de la délinquance, l'aide aux malades, aux handicapés et aux plus démunis, la défense de l'environnement, les droits des jeunes, la défense du droit des immigrés, la lutte contre le racisme ou contre la torture et l'action pour le tiers-monde.

CONCLUSION

Non seulement il n'existe pas de "marge absolue", extérieure au système qu'elle borde, mais en plus, la culture de la marge tend progressivement à croiser et à recouvrir de larges pans de la culture dominante. C'est parce que les mécanismes traditionnels d'intégration sociale liés à la culture dominante s'avèrent désormais inadéquats, que la marge peut ainsi déborder les cadres du système et s'imposer dans les espaces de vacance des anciennes solidarités sociales.

Même dans le secteur des entreprises souterraines illégales, la marge se trouve toujours en rapport avec le système. Ainsi, l'analyse des activités liées au développement du trafic de drogue révèle que certains "débordements" en direction des parties stables et intégrées du système paraissent inévitables, et ceci pour plusieurs raisons :

- * tout d'abord, le besoin de légitimation et la délivrance de faveurs et de protections de la part des entrepreneurs du souterrain à l'attention de leurs clientèles sociales "utilitaires" : les paysans qui cultivent la drogue, les trafiquants qui la passent au delà de la frontière..., bref, les sous-traitants des trafics en tous genres ;
- * ensuite, la nécessité de corruption des autorités légales afin que celle-ci tolèrent cette activité illicite en échange d'une participation aux bénéfices ;
- * puis, l'affirmation de l'autorité par l'usage de la violence dirigée contre les représentants du système légal qui veulent limiter l'essor des entreprises souterraines ou deviennent trop gourmands ;
- * enfin, l'appétit de consommation et le besoin de reconnaissance sociale qui poussent les patrons de ces entreprises illégales

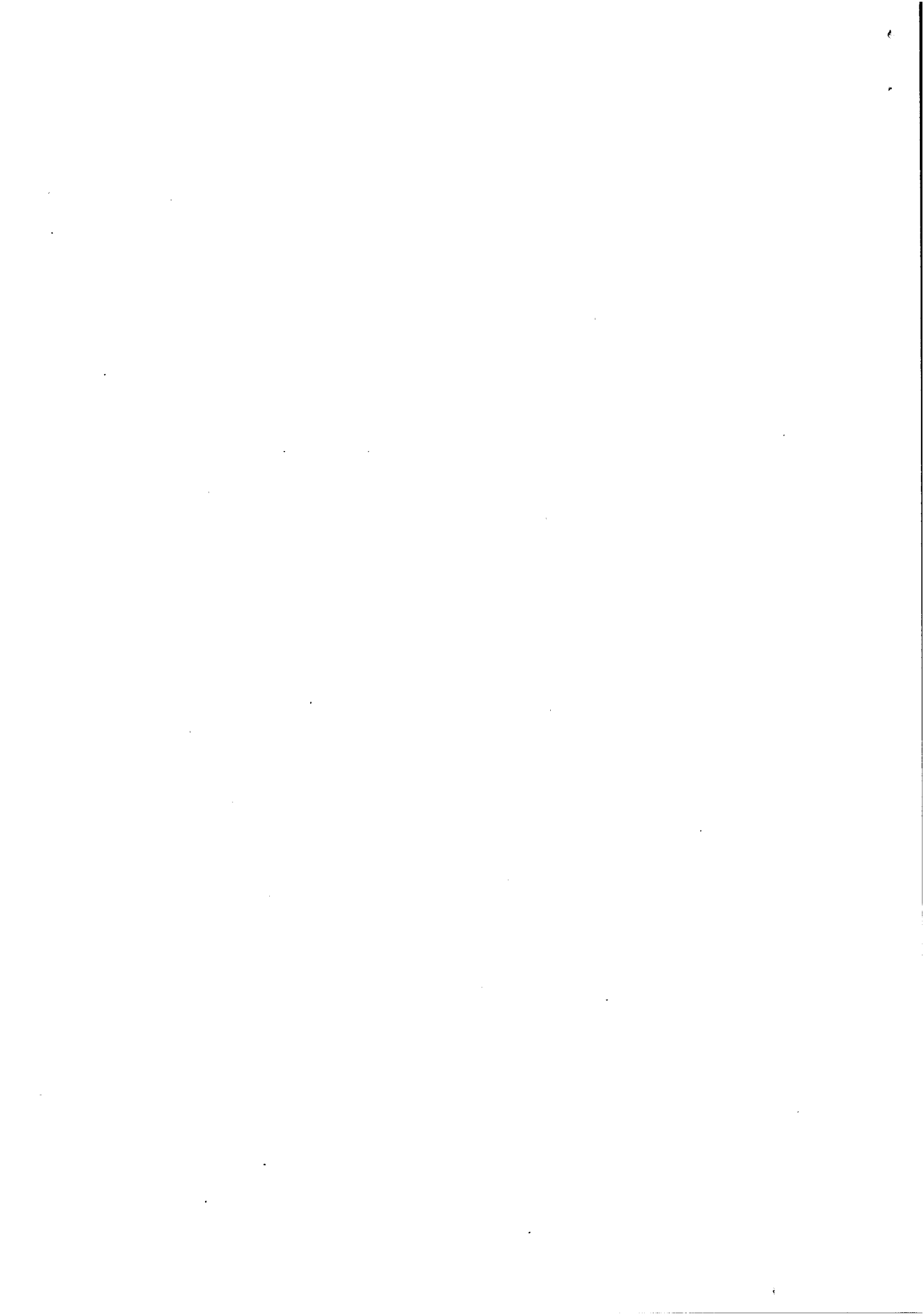
à rechercher l'honorabilité par le train de vie qu'ils mènent et les investissements qu'ils sont amenés à effectuer dans des branches légales pour blanchir leurs bénéfices illicites.

A travers ces contacts obligés au monde officiel, le développement des marges peut ainsi déboucher non seulement sur la métamorphose des valeurs qui président à l'intégration sociale, mais également sur la constitution de systèmes sociaux parallèles à tendance mafieuse. Dans ces conditions, c'est tout l'équilibre social et politique traditionnel qui se trouve bouleversé par ces nouveaux acteurs apparaissant comme un recours de développement. Selon les circonstances, les autorités officielles réagiront par l'adoption de stratégies oscillant entre : d'une part, le laisser faire cette activité qui permet de recomposer le paysage social en évitant que les exclus du système ne transforment leur mécontentement en contestation politique - ou sociale, par l'expression d'une délinquance d'envergure - du système ; d'autre part, une lutte frontale pourra être engagée contre certains responsables de ces activités illégales dont l'essor aura trop tendance à déborder sur le système, soit en l'envahissant localement, soit en le décrédibilisant sur le plan international.

En fait, le **pragmatisme** dicte les choix en matière de stratégies adoptées par les représentants de l'Etat qui jouent sur deux niveaux simultanément : **on tolère à condition de contrôler**, c'est-à-dire de participer aux bénéfices financiers (au Mexique, principalement à travers la corruption), et sociaux (en préservant une relative paix sociale) ; et d'un autre côté, on réprime lorsque les débordements génèrent des tensions sociales qui peuvent se traduire, dans les relations internationales ou lors des élections ou à l'occasion de manifestations publiques répétées, par une contestation politique du pouvoir établi. **La répression s'effectue donc de manière sélective et ponctuelle.** C'est ainsi que le système marginal basé sur les activités souterraines acquiert une légitimité sociale et se donne les moyens de la préserver dans le temps et sur l'espace conquis. Cela nécessite tout un **travail de dosage pour, du côté des pouvoirs officiels comme de celui des maîtres du souterrain,**

circonscrire ces activités et ce commerce dans l'ordre de l'acceptable de part et d'autre.

Cependant, même si un climat de tension (provoqué par les conjonctures locale, nationale ou internationale) ainsi qu'une culture de la marge tendent à recouvrir des parties de plus en plus étendues du champ social – qui deviennent alors des "zones d'incertitude" menaçant la stabilité du système d'intégration et l'exercice prévisionnel du pouvoir –, il faut également reconnaître qu'existe une relation d'interdépendance entre les valeurs qui fondent cette culture de la marge et celles qui constituent la référence de la culture dominante. En ce sens, c'est l'ensemble du système d'intégration de la société globale qui se trouve mis en question, la norme étant dès lors fixée par l'adhésion au modèle collectif (populiste-clientélaire ou/et bureaucratique-légal ou/et libéral-démocratique) favorisant la reproduction de l'exercice du pouvoir par des élites (anciennes ou nouvelles) établies.



BIBLIOGRAPHIE

(1) Ouvrages.

- ARLACCHI (P.), *Mafia & C^{ie} : l'éthique mafiosa et l'esprit du capitalisme*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1986.
- BARRET-KRIEGEL (B.), *Les Chemins de l'Etat*, Paris, Calmann-Lévy, 1986.
- BORDE (P.), *Enquête aux Frontières de la Loi*, Paris, Robert Lafond, 1992.
- BOUAMAMA (S.), *De la Galère à la Citoyenneté : les jeunes, la cité, la citoyenneté*, Paris, Desclée de Brouwer, 1993.
- BOURDIEU (P.), *La Distinction*, Paris, Les Editions de Minuit, 1979.
Le Sens Pratique, Paris, Les Editions de Minuit, 1980.
La Misère du Monde, Paris, Les Editions du Seuil, 1993.
- BOURRICAUD (F.), *Le Bricolage Idéologique : Essai sur les intellectuels et les passions démocratiques*, Paris, PUF, 1980.
- CALVI (F.), *L'Europe des Parrains : la mafia à l'assaut de l'Europe*, Paris, Grasset, 1993.
- CHOISEUL (C.-H. de), *La Drogue : une économie dynamisée par la répression*, Paris, Presses du CNRS, 1991.
- Collectif, sous la direction de PERRINEAU (P.), *L'engagement Politique*, cf. MUXEL (A.), *Jeunes des Années 90 : à la recherche d'une politique "sans étiquette"*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994.
- Collectif, *Penser la Drogue, Penser les Drogues*, Paris, Editions Descartes, 1992.
- Collectif, *Violencia en la Región Andina : el caso Colombia*, cf. BETANCOURT (D.) et GARCIA (M. L.), *Narcotráfico e*

- Historia de la Mafia Colombiana*, Bogotá, CINEP/APEP, 1993.
- COLLIOT-THELENE (C.), *Le Désenchantement de l'Etat : de Hegel à Max Weber*, Paris, Les Editions de Minuit, 1992.
- COTTA (A.), *Le Capitalisme dans tous ses Etats (chap. 4 : le capitalisme corrompu)*, Paris, Fayard, 1991.
- CROZIER (M.) et FRIEDBERG (E.), *L'Acteur et le Système*, Paris, Editions du Seuil, coll. Points, 1977.
- DEBARE (M.), *Les Milliards de l'Ombre : l'économie souterraine*, Paris, Hatier, 1992.
- DONZELOT (J.) et ESTEBE (P.), *L'Etat animateur : Essai sur la politique de la ville*, Paris, Editions Esprit, 1994.
- ETCHEGOYEN (A.), *La Valse des Ethiques*, Paris, Editions François Bourin, 1991.
- FRIEDMAN (M. et R.), *La Tyrannie du "statu quo"*, Paris, Lattès, 1984.
- GIDDENS (A.), *The Nation State and Violence*, Cambridge, Polity Press, 1985.
- HEIDEGGER (M.), *Chemins qui ne mènent nulle part*, Paris, Gallimard, 1986.
- HERMET (G.), *Le Peuple contre la Démocratie*, Paris, Fayard, 1989.
- HERNANDEZ (R.), *Zorilla : el imperio del crimen*, México D.F., editorial Planeta, 1989.
- KANT (E.), *Théorie et Pratique*, Paris, Vrin, 1977.
- KOCHKO (D. de) et DATSKEVITCH (A.), *L'Empire de la Drogue : la Russie et ses marchés*, Paris, Hachette / Pluriel, série Intervention, 1994.
- JEAN-PIERRE (T.) et MERITENS (P. de), *Crime et Blanchiment*, Paris, Fixot, 1993.
- LACOSTE (P. Amiral), *Les Mafias contre la Démocratie*, Paris, Editions Jean-Claude Lattès, 1992.
- LAUTIER (B.), MIRAS (C. de) et MORICE (A.), *L'Etat et l'Informel*, Paris, L'Harmattan, 1991.
- LEGENDRE (P.), *L'Amour du Censeur*, Paris, Le Seuil, coll. le champ freudien, 1974.
- MILLS (J.), *The underground Empire*, New York, Dell, 1986.
- POPPA (T. E.), *Drug Lord : the life and death of a mexican kingpin*, New York, Pharos Books, 1990.
- SAULOY (M.) et LE BONIEC (Y.), *A qui profite la Cocaïne ?*, Paris, Calmann-Lévy, 1992.
- SHANNON (E.), *Desperados : latin drug lords, US lawmen and the war america can't win*, New York, Viking Press, 1988.
- SOFRES, présenté par DUHAMEL (O.) et JAFFRE (J.), *L'Etat de l'Opinion 1994*, Paris, Editions du Seuil, 1994.

- SOTO (H. de), *El otro Sendero : la revolución informal*, Bogota, Obeja Negra, 1986.
- STALEY (S.), *Drug Policy and the Decline of American Cities*, Londres, Transaction Publishers, 1992.
- TOURAINÉ (A.), *Le Retour de l'Acteur : essai de sociologie*, Paris, Fayard, 1984.
La Parole et le Sang : politique et société en Amérique Latine, Paris, Odile Jacob, 1988.
- WEBER (M.), *Economie et Société*, Paris, Plon, 1971.

(2) Revues spécialisées.

- BECQUART-LECLERCQ (J.), *Réseau relationnel, Pouvoir relationnel*, in REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE, février 1979.
- Collectif CERFI, *Généalogie du Capital : les équipements du pouvoir*, in RECHERCHES, n° 13, Paris, 1973.
- FALCONE (G.), *Qu'est-ce que la Mafia ?*, in ESPRIT, 1992.
- HERMET (G.), *L'Amérique Latine entre Démocratie et Populisme*, in L'ANNEE INTERNATIONALE, 1990-1991.
- MEDARD (J.F.), *Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique*, in REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE, février 1976.
- Revue ARCHIMEDE ET LEONARD, *Economie Politique de la Corruption*, n° 7/8, printemps-été 1991 (AITEC / 14, place de Rungis / 75013 Paris).
- Revue CULTURES ET CONFLITS, *Mafia, Drogue et Politique*, n° 3, Paris, L'harmattan, automne 1991.
- Revue POUVOIRS, *La corruption*, n° 31, Paris, 1984.
- Revue TIERS-MONDE, *Drogues et développement*, n° 131, Paris, PUF, 1992.
- TOLLISON (R. D.), *Rent-seeking : a survey*, in KYKLOS, vol. 35, n° 4, 1982.
- VORNETTI (P.), *La Théorie de la Recherche de Rente*, in PROBLEMES ECONOMIQUES, n° 2. 243, 1991.

(3) Rapports.

- ASTORGA (A.), *L.A. : entre goma, hierba, polvo, plata y plomo*, Mexico, IIS/UNAM, s.d.
- GROUPE D'ACTION FINANCIERE, *La lutte contre le blanchiment de capitaux*, Paris, La Documentation Française, 1990.
- PEREZ (L.), *Cultura de la Violencia y Derechos Humanos*, multigr.

13 p., Chihuahua, juin 1991..

PROCURADURIA GENERAL DE LA REPUBLICA, *El Control de Drogas en México : Programa Nacional 1989-1994 (Evaluación y Seguimiento)*, México, 1992.

VILLAR (S. I. del), *La Guerra contra las Drogas de E.U. : los derechos humanos y la corruption en México*, multigr. 85 p., El Colegio de México, décembre 1992.

WORLD REPORT 1990, Human Rights Watch, New York, février 1991.

(4) Presse.

Albuquerque Journal, Cambio 16, Diario de Chihuahua, Diario de Juarez, El Financiero, El Nuevo Herald, El Paso Herald Post, Excélsior, Filo Rojo, La Dépêche Internationale des Drogues (bulletin de l'Observatoire Géopolitique des Drogues), La Jornada, Le Canard Enchaîné, Le Nouvel Observateur, Le Monde, Le Monde Diplomatique, Libération, Los Angeles Times, Newsweek, Proceso, Semanario, The Miami Herald, The New York Times, The Washington Post, The Washington Times, Uno más Uno.

le 13 septembre 1994.